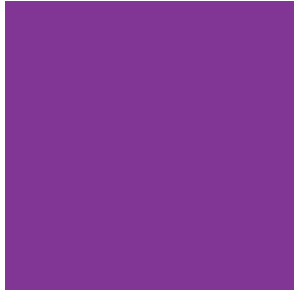




IS COMING  
**TOGETHER**  
*now!*



MARSELLOERMANS FOTOGRAFIE - OIM NETHERLANDS 2010

## CONTEXTE ET TENDANCES

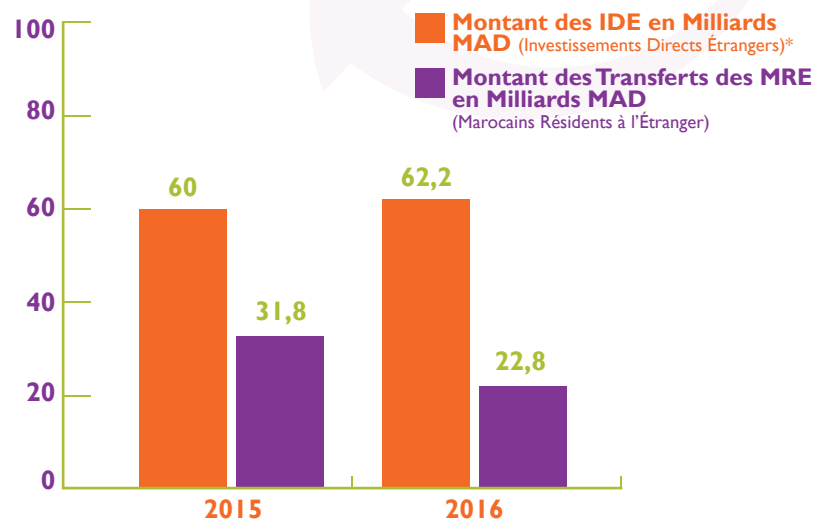
Depuis les années 1990, le lien entre migration et développement (M&D) s'est imposé sur l'agenda politique international avec plusieurs processus multilatéraux de haut niveau consacrés à discuter de la relation entre ces deux thématiques. Si originellement le concept de « développement » était souvent associé à celui de « croissance économique », il est aujourd'hui admis que celui-ci comprend des variables bien plus transversales, particulièrement concernant la migration où des facteurs non économiques tels que l'intégration et la cohésion sociale, la sécurité, le respect des droits humains, etc. doivent être pris en compte.

La perception selon laquelle le lien entre M&D est unilatéral a donc de plus en plus tendance à admettre que cette corrélation est de nature réciproque, comme en témoigne l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) en 2015. Plus récemment, la Déclaration de New York pour les réfugiés et migrants a reconnu les multiples facettes et la nature de la migration, ainsi que les avantages et les opportunités d'une migration sûre, ordonnée et régulière pour un pays.

Les chefs d'État du monde entier se sont dès lors engagés à travailler ensemble pour trouver des solutions à long terme et durables et ont invité la société civile et le secteur privé à constituer des alliances multipartites. Ils ont en outre rappelé que la réalisation de l'Agenda 2030 permettrait de renforcer la contribution positive des migrants au développement durable et de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés.

Quant au Maroc, les transferts de ressources/compétences des MRE, tout comme ceux des immigrés, constituent un véritable levier pour le développement. L'OIM Maroc a donc pris le parti de favoriser la bonne intégration des immigrés afin qu'ils puissent contribuer de manière optimale au développement du Maroc et de leur pays d'origine ; de faciliter les investissements et les transferts de ressources de la diaspora marocaine, notamment au bénéfice de l'échelon local ; et enfin de promouvoir la Coopération Sud-Sud et l'échange d'expertise.

## CHIFFRES CLÉS



\*Selon L'Office des Changes

# PROJET

## DATE :

Début : Mars 2016

Fin : Septembre 2017

## MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

### CONNECTING DIASPORA FOR DEVELOPMENT (CD4D)



## CONTEXTE

Le Maroc a déployé des moyens considérables pour entretenir et maintenir le lien quasi filial avec sa diaspora. Pendant près de cinquante ans, le Maroc a su patiemment cultiver les graines de ses talents au-delà de ses frontières et aujourd'hui, le Royaume est en mesure d'en récolter les fruits.

Riche de sa diaspora à travers le monde de près de 5 millions de membres, le Maroc peut tirer aujourd'hui profit des compétences acquises par les Marocains du Monde. Les Pays-Bas qui comptent en leur sein une communauté marocaine particulièrement importante poursuivent leur engagement et leur coopération auprès des acteurs marocains gouvernementaux et/ou de la société civile en mobilisant les compétences dans les secteurs considérés comme prioritaires.

## DE TRQN III À CD4D

Le projet CD4D s'inscrit dans la continuité du projet global **TRQN III** (Retour Temporaire des Nationaux Qualifiés) mis en œuvre de Mars 2013 à Avril 2016 dans neuf pays cibles. Ce projet met à l'honneur le rôle de la diaspora marocaine pour le développement du Maroc et s'appuie sur leur fort potentiel existant.



48

MEMBRES DE LA DIASPORA MAROCAINE



ONT CONTRIBUÉ À

78

MISSIONS D'APPUI DANS:

L'ENSEIGNEMENT

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SANTÉ

## LANCEMENT DU PROJET CD4D

En vue de capitaliser sur le travail réalisé dans le cadre du projet TRQN III, l'OIM a organisé le 09 décembre un atelier de lancement du projet « Connecting Diaspora for Development (CD4D) ». Financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas, le projet CD4D est mis en œuvre par l'OIM en partenariat avec différentes institutions nationales et des acteurs de la société civile.

Cette rencontre a été l'occasion de mettre en lumière les principaux objectifs du projet, et de présenter toutes les expériences tirées du projet TRQN III en donnant la parole aux partenaires clés : le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des cadres, le Ministère

de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, le Ministère de la Jeunesse et des Sports à travers le Centre de Sauvegarde de Temara. De même, des bénéficiaires du projet TRQN III ont partagé leurs expériences au sein de ces différentes institutions.

## LES OBJECTIFS DE CD4D

L'objectif général de ce projet est de mobiliser les compétences, les qualifications et les ressources de la diaspora marocaine à l'étranger, plus particulièrement aux Pays Bas, afin de soutenir les stratégies de développement du Maroc. Le projet cherche avant tout à encourager l'échange de connaissances et de compétences nécessaires à la recherche d'impacts et de synergies durables répondant ainsi aux besoins des institutions et ce, pour favoriser le développement des pays d'origine.

A travers ce projet, l'OIM souhaite consolider les missions d'appui qui ont été menées durant le projet TRQN III afin de permettre le développement de certains secteurs d'activités prioritaires, notamment en renforçant les capacités d'action des acteurs gouvernementaux et institutionnels clés, à travers l'engagement de la diaspora marocaine présente aux Pays-Bas.

# TÉMOIGNAGE

**FARID HAOUZIA**

Farid El Houzia est âgé de 44 ans, il est ingénieur informaticien au Maroc depuis qu'il a rejoint le projet Retour Temporaire des Nationaux Qualifiés (TRQN III) en 2013. Actuellement, il participe au projet Connecting Diaspora for Development (CD4D).

## Pouvez-vous nous expliquer votre parcours ?

Après avoir eu mon baccalauréat au Maroc, j'ai étudié en Allemagne l'électrotechnique avec comme spécialité le développement informatique. J'ai par la suite travaillé plus de 15 ans dans le développement et la gestion de projets informatiques, plus particulièrement dans le cadre de grands projets étatiques, en Allemagne.

## Pourquoi avoir envisagé un retour au Maroc ? Quelles étaient vos principales motivations ?

Le Maroc est mon pays natal et a un fort potentiel de développement dont j'aimerais bien être un acteur influent.

## Parlez-nous de votre projet professionnel conjoint avec l'OIM et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres ?

Le projet phare que j'ai suivi pendant cette période est la mise en place d'une plateforme d'inscription et de gestion de la couverture médicale des étudiants marocains et étrangers. Le projet a duré plus de 15 mois. L'impact est énorme puisque plus de 288 000 étudiants peuvent bénéficier chaque année de cette couverture. D'ailleurs, au Maroc il est rare qu'un projet interministériel ait un tel succès.

## Comment voyez-vous le rôle de la diaspora marocaine pour le développement du Maroc ?

Très important, je considère la diaspora comme un pont entre le continent européen et celui africain. Seuls les membres de la diaspora connaissent véritablement ces deux « mondes » et ils peuvent être une interface utile permettant de créer un lien positif entre ces deux zones géographiques.



## Souhaiteriez-vous revenir vous installer définitivement au Maroc ?

Après cette expérience extraordinaire, je pense sincèrement à un retour définitif, mais cette décision doit être bien étudiée, que ça soit d'un point de vue professionnel et personnel.

## Souhaiteriez-vous nous faire part de quelques commentaires que ce soient ?

Je profite de l'occasion pour remercier infiniment l'OIM Netherlands et le Ministère des affaires étrangères du Netherlands pour le suivi et la bonne coordination. Mes remerciements vont également à l'OIM Rabat pour son soutien et son engagement à mes côtés.

“ Nous souhaitons maintenant passer à la vitesse supérieure, en orientant notre partenariat avec l'OIM vers la mise en œuvre de la réforme du système éducatif au Maroc. Une vision stratégique 2015-2030 a été établie, dans laquelle les projets d'infrastructures numériques occupent une place importante. A ce titre, nous comptons, dans le cadre du programme CD4D, sur la participation de M. Farid El Houzia ainsi que d'autres acteurs pertinents pour réaliser ces projets. ”

**Mohamed Rachid EL BOURY, Chef de division Informatique, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres.**



Tout au long de l'année 2016, alors que le Maroc était sous les feux de l'actualité environnementale avec la tenue de la COP22 à Marrakech, l'OIM s'est engagée pour l'intégration effective de la migration dans l'ensemble du processus de la lutte contre le changement climatique.

## UN ENGAGEMENT À TOUS LES NIVEAUX

Cet engagement s'est non seulement traduit par une participation active à la COP22 en novembre 2016, mais également par des activités de recherche et de plaidoyer, ainsi que par un accompagnement technique des principales parties prenantes institutionnelles marocaines.

En outre, l'OIM a organisé à Casablanca, du 27 au 29 juillet 2016, la première rencontre du Comité Exécutif (Excom) du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, organe associé à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

## DES OUTILS ADAPTÉS AU MAROC

Outre le renforcement de capacités induit par ces activités, ces dernières ont abouti à une série d'outils pour le passage à l'action sur cette thématique au Maroc :

Une série de recommandations pour une meilleure prise en compte des migrations induites par les changements environnementaux ;

Deux publications sur Migration, Environnement et Changement climatique au Maroc ;

Une étude sur le rôle potentiel de la diaspora dans le développement durable des territoires marocains, réalisée en collaboration avec l'Ecole des Hautes Etudes de Genève.



## UNE PRIORITÉ : RELIER POLITIQUES MIGRATOIRES ET ENVIRONNEMENTALES

Dans ses différents travaux, l'OIM continue de recommander que politiques environnementales et migratoires doivent être élaborées ensemble et de manière concertée.

**Par conséquent, quatre pistes d'interventions prioritaires ont été dégagées :**

- 1 Mettre l'accent sur les recherches empiriques :** à travers notamment la création d'un réseau multidisciplinaire de chercheurs africains, initiée par l'OIM et le CNDH lors de la COP 22 ;
- 2 Plus de sensibilisation à la thématique MECC :** un certain nombre d'acteurs restent encore à convaincre pour élaborer de manière conjointe leurs stratégies migratoires et climatiques ;
- 3 Plus de visibilités sur les agendas politiques :** la thématique n'apparaît pour le moment que de manière parcimonieuse dans les politiques publiques nationales ou locales, mais de tels engagements des décideurs politiques sont nécessaires afin que la thématique gagne en considération ;
- 4 Développement d'actions-pilote en soutien aux populations vulnérables :** à partir des outils et études élaborés par l'OIM Maroc pour le Maroc, il semble pertinent de mettre en œuvre des actions-pilote démonstratives.



# PROJET

## DATE :

Début : Juillet 2014

Fin : Février 2017

## INTEGRATION PROFESSIONNELLE

### FORMATION PROFESSIONNELLE ET OPPORTUNITÉS DES MOYENS DE SUBSISTANCE POUR LES MIGRANTS RÉGULARISÉS AU MAROC



Formation Professionnelle et opportunités des moyens de subsistance pour les migrants régularisés au Maroc



## RAPPEL

Le projet « Formation professionnelle et opportunités des moyens de subsistance pour les migrants régularisés » mis en œuvre par l'OIM Maroc en coordination avec le MCMREAM, vise l'insertion socioprofessionnelle des femmes migrantes régularisées ainsi qu'à renforcer et améliorer leur employabilité en les dotant de compétences personnelles et professionnelles. Il se focalise principalement sur deux volets :

I/ Développement de programmes facilitant l'inclusion sociale et économique des femmes migrantes.

II/Sensibilisation des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux sur le contexte migratoire et sur l'intégration des migrants.

#### 2 ATELIERS DE SENSIBILISATION AU PROFIT DES FEMMES MIGRANTES :

Les ateliers ont été organisés le 01 et le 13 avril 2016 aux locaux de nos partenaires à Casablanca et Rabat. Durant ces ateliers, les différents intervenants de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPT), l'Entraide Nationale, l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), l'Office du Développement de la Coopération (ODCO), ont présenté leurs programmes et activités au profit des migrants régularisés. Ces rencontres ont ainsi permis d'échanger sur les modèles d'interventions et programmes pertinents des différents acteurs institutionnels pour répondre au mieux aux manques et aux besoins récurrents en matière d'intégration des femmes migrantes.

#### 4 ATELIERS DE FORMATION SUR L'INTERCULTURALITÉ :

Organisés en 2016 avec les partenaires dans les villes de Casablanca et Rabat, les ateliers ont été animés par le Groupe Antiraciste de Défense des Etrangers et Migrants (GADEM). Ces ateliers ont été destinés à l'attention des acteurs institutionnels et de la société civile avec pour objectif de sensibiliser aux questions liées à la migration, sur la communication interculturelle et pour fournir des éléments qui puissent les aider à mieux comprendre la situation des migrants au Maroc pour une meilleure gestion dans les actions qu'ils mettent en œuvre.



75 PARTICIPANTS AUX FORMATIONS REPRÉSENTANT 11 INSTITUTIONS DONT :

57 INSTITUTIONS NATIONALES

18 SOCIÉTÉ CIVILE



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE

135 FEMMES MIGRANTES ONT ÉTÉ ACCUEILLIES ET ONT BÉNÉFICIÉ DES DIFFÉRENTES FORMATIONS DANS LES LOCAUX DES PARTENAIRES DE L'OIM:

LA FONDATION ORIENT OCCIDENT L'HEURE JOYEUSE

LES BÉNÉFICIAIRES PROVIENNENT DE 11 PAYS ET LA MAJORITÉ SONT ORIGINAIRES DE:

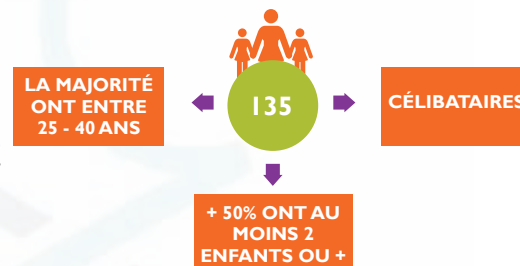
COTE D'IVOIRE

RDC

YÉMEN

SÉNÉGAL

GUINÉE



Parmi les principales difficultés rencontrées par les femmes migrantes dans le processus d'insertion dans les formations, nous trouvons : les frais de transport, la prise en charge des enfants et les frais de loyer.

Dans ce processus d'intégration, les femmes ont bénéficié de formations de renforcement de capacités concernant leurs compétences personnelles et professionnelles, les langues (français et Darija), l'entrepreneuriat, la recherche d'emploi, etc. Les femmes migrantes ont également pu profiter des services d'une psychologue. Par ailleurs, les formations offertes aux femmes migrantes s'orientaient essentiellement vers des domaines tels que la couture, la joaillerie et la pâtisserie, dans le but de développer des activités génératrices des revenus (AGR).

Au total, 41 femmes migrantes ont été insérées dans le marché du travail, par le biais d'un emploi ou par le développement d'une activité génératrice de revenus (AGR).

## POURQUOI LE NIVEAU LOCAL ?

Si la migration est importante à prendre en compte pour l'élaboration des politiques publiques à l'échelle nationale, elle l'est tout autant à l'échelle territoriale. Ce sont en effet les autorités locales et régionales qui se retrouvent en première ligne pour gérer les impacts, à la fois positifs et négatifs, de la migration. Si une réponse nationale reste cruciale et nécessaire, elle doit s'aligner sur les réalités locales notamment dans une perspective de lutte contre les inégalités. Les villes et autres autorités locales et régionales ont donc un rôle-clé à jouer dans la gestion de la migration.

C'est la raison pour laquelle l'OIM, depuis décembre 2012, soutient les autorités locales et régionales dans le cadre de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD) - projet financé par l'Union Européenne et la Direction du Développement et de la Coopération suisse et mis en œuvre principalement par le PNUD et l'OIM- à travers un appui financier et technique. L'objectif est de les accompagner dans l'intégration de la Migration dans la planification locale du développement.

## RÉGIONALISATION AVANCÉE AU MAROC

Depuis le début des années 2000, le Maroc élabore progressivement son processus de décentralisation, dénommé « Régionalisation avancée ». Après sa consécration constitutionnelle en 2011, la réforme territoriale marocaine a connu une nouvelle phase significative dans sa mise en œuvre avec les élections locales et régionales du 4 septembre 2015. Alors que les collectivités territoriales préparent actuellement leurs Plans de Développement respectifs, elles doivent aujourd'hui, avec l'appui de leurs partenaires, relever le défi d'un développement local durable et inclusif.

## L'ICMD AU MAROC

Au Maroc, l'ICMD - mise en œuvre par l'OIM - est présente dans deux régions d'intervention : l'Oriental et le Souss-Massa.

Parallèlement au soutien d'initiatives locales - qui ont permis la création de Bureaux d'accueil et d'Orientation des Migrants - le projet a mené un travail sur les politiques publiques qui a abouti à la constitution de deux Equipes régionales multi-acteurs, ainsi qu'à plusieurs outils d'aide à l'intégration de la Migration dans la planification locale et à une série de recommandations.

## RECOMMANDATIONS ET FUTURES PISTES D'INTERVENTION

L'OIM recommande la dissémination de services territoriaux destinés à toutes les migrant-e-s ainsi que l'institutionnalisation des Equipes régionales multi-acteurs, espaces territoriaux de concertation, d'expertise et de dissémination de bonnes pratiques en matière de Migration et Développement. L'objectif est de favoriser l'appropriation de l'approche Migration et Développement local afin que les collectivités territoriales, partenaires stratégiques de l'OIM au Maroc, s'approprient pleinement leurs nouvelles compétences en faveur d'un développement territorial durable et inclusif.

### CHIFFRES CLÉS

DÉC 2015 à DÉC 2016

6	FORMATIONS	=	177	PERSONNES FORMÉES DONT 20% DE FEMMES
23	COLLECTIVITÉS LOCALES		12	ASSOCIATIONS
3	ORGANISATIONS ACADÉMIQUES		8	INSTITUTIONS TERRITORIALES
1	ORGANISATION INTERNATIONALE		2	WILAYAS ET DIRECTIONS CENTRALES

C'est à cet objectif stratégique que le Projet INDIMAJ Oriental, mis en œuvre par l'OIM auprès du Conseil régional de l'Oriental et financé par l'Ambassade des Pays-Bas, entend contribuer.